



25 février 2022

L'honorable Jean-Yves Duclos
Ministre de la Santé
Santé Canada
Localisateur postal 0900C2
Ottawa (Ontario) K1A 0K9

Courriel: hcmminister.ministresc@canada.ca, Jean-Yves.Duclos@parl.gc.ca

L'honorable Marie-Claude Bibeau
ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
1341, chemin Baseline Tour 7, 9^e étage, bureau 149
Ottawa (Ontario) K1A 0C5

Courriel: aafc.minister-ministre.aac@canada.ca, Marie-Claude.Bibeau@parl.gc.ca

Objet: Appel à la transparence et à la surveillance par l'État de toutes les semences et les aliments génétiquement modifiés : pas d'exemptions réglementaires

Madame la ministre,
Monsieur le ministre,

En tant que Groupe de référence Foi et Sciences de la vie de l'organisme œcuménique qu'est le Conseil canadien des Églises, nous demandons instamment au gouvernement de continuer à surveiller toutes les semences et les aliments génétiquement modifiés, y compris ceux qui sont produits par modification génétique. Toutes les semences et les aliments génétiquement modifiés devraient faire l'objet d'évaluations de sécurité par le gouvernement et d'un rapport obligatoire au gouvernement.

L'humanité n'est pas la propriétaire du monde et elle doit user de ses richesses avec prudence et respect. Un leadership responsable doit veiller à ce que le pouvoir croissant de l'humanité sur la nature soit utilisé de manière responsable pour le bien commun. L'autoréglementation des OGM pour les aliments et les semences dans le but de réaliser des profits compromet la sécurité des aliments, l'environnement et le gagne-pain des agriculteurs canadiens.

Nous défendons l'importance de la transparence, d'une évaluation scientifique indépendante et de la réglementation de tous les organismes génétiquement modifiés destinés à l'alimentation et à l'agriculture. Nous prions instamment le gouvernement de reconnaître ces principes et de respecter les principes de l'arrêt de la Cour sur le brevetage et la marchandisation subséquente d'une lignée d'organismes vivants [Harvard College c. Canada (Commissaire aux brevets)]. (<https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/en/item/2019/index.do>)

Les nouvelles orientations réglementaires proposées par Santé Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments feraient passer certaines évaluations de sécurité des organismes de réglementation gouvernementaux aux concepteurs des produits eux-mêmes, sans aucun contrôle gouvernemental.

Les entreprises seraient autorisées à disséminer ces OGM dans l'environnement et à les vendre sans en informer le gouvernement et sans divulguer au public quelles sont les semences qui ont été génétiquement modifiées. Les entreprises pourraient ainsi introduire de nombreux nouveaux organismes génétiquement modifiés (OGM) sans aucune information scientifique indépendante et sans aucun examen scientifique indépendant par le gouvernement. Cela semble incompatible avec d'autres responsabilités de l'État, qui surveille très attentivement la production agricole et l'utilisation de pesticides et d'herbicides, par exemple.

L'édition génomique peut apporter des modifications importantes aux aliments et au génome d'une plante sans introduire d'ADN d'une autre espèce : en supprimant du matériel génétique, par exemple. L'édition génomique peut être imprécise, et même de petites modifications dans une séquence d'ADN peuvent avoir des effets importants. La sécurité exige une enquête et une évaluation des effets non intentionnels immédiats et à long terme. Les propositions visant à exempter les OGM génétiquement modifiés de la réglementation s'ils ne contiennent pas d'ADN étranger connu sont simplistes et négligent les graves problèmes de sécurité qui peuvent survenir au cours du processus d'édition génomique.

Nous nous opposons à la vente de semences et d'aliments génétiquement modifiés qui n'ont pas été réglementés et n'ont pas été signalés aux autorités. Nous nous opposons aux propositions de Santé Canada et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) qui permettraient la mise sur le marché de nombreux aliments et semences issus du génie génétique sans aucune surveillance gouvernementale.

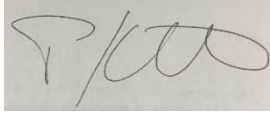
Les propositions d'orientation réglementaire entraîneraient un manque presque total de transparence quant à l'utilisation du génie génétique dans l'alimentation et l'agriculture au Canada. Le gouvernement lui-même ne saurait pas quels aliments et quelles semences génétiquement modifiés pourraient se trouver sur le marché.

Les Canadiens comptent sur Santé Canada et l'ACIA pour réglementer de manière indépendante les produits issus du génie génétique afin de garantir la sécurité des aliments et celle de l'environnement. S'en remettre aux évaluations de sécurité et à la science des entreprises, sans contrôle gouvernemental, ce serait miner la confiance du public dans le système alimentaire et la réglementation gouvernementale. Cette proposition d'autorégulation par les entreprises des semences et des aliments génétiquement modifiés compromet la sécurité alimentaire, notre environnement et le gagne-pain de nombreux agriculteurs canadiens. Nous vous pressons instamment de préserver votre capacité de protéger le bien-être de la population canadienne.

Nous aimerions pouvoir vous rencontrer afin de vous exposer nos préoccupations de manière plus détaillée.

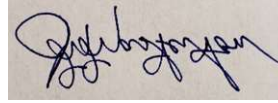
Soyez assurés, madame la ministre, monsieur le ministre, de nos prières constantes pour vous et pour le gouvernement du Canada, afin que règne la paix et que soit préservée la justice.

Le coprésident



Rév. Peter Kuhnert

La coprésidente



Rév. Joan Masterton

c. c. : Rév. Das Sydney, président

Luc Berthold, critique en matière de Santé, Parti conservateur du Canada

John Barlow, critique pour l'Agriculture, l'Agroalimentaire et la Sécurité alimentaire, Parti conservateur du Canada

Don Davies, critique en matière de Santé, Nouveau Parti démocratique du Canada

Alistair MacGregor, critique pour l'Agriculture et l'Alimentation, Nouveau Parti démocratique du Canada

Luc Thériault, critique en matière de Santé, Bloc Québécois

Yves Perron, critique pour l'Agriculture et l'Alimentation, Bloc Québécois

Elizabeth May, leader parlementaire, Parti vert du Canada

Le Conseil canadien des Églises (CCÉ) est un vaste organisme œcuménique inclusif représentant à l'heure actuelle 26 églises membres, incluant les traditions anglicane, catholique romaine et catholique orientale, évangélique, église libre, orthodoxe de l'Est et orthodoxe orientale, ainsi que protestante historique. Ces églises membres regroupent 85% des chrétiens au Canada.

Le Conseil canadien des Églises a été fondé en 1944.